

La candidate vaincue au second tour présente une demande controversée d'audit au Pérou

Image not found or type unknown

Lima, 28 juin (RHC) La candidate à la présidence, Keiko Fujimori, a remis aujourd'hui au Palais du Gouvernement une lettre au président du Pérou, Francisco Sagasti, dans laquelle il lui demande d'ordonner un audit international des résultats su second tour des présidentielles.

La présidente du parti de droite Force Populaire (FP) n'a pas réussi à être reçue par le chef d'état, pour lui expliquer sa demande, comme elle le voulait et l'a annoncé hier. Elle a dû se contenter de laisser la lettre à la réception du palais présidentiel.

Dans le document, elle soutient que son objectif est de 'connaître la vérité' sur le vote du 6 juin dernier ; sur les prétendues irrégularités qu'elle dénonce sans les preuves exigées par la législation électorale pour ses demandes d'annulation de procès-verbaux favorables au gagnant, Pedro Castillo, afin d'inverser le résultat du décompte officiel.

Elle ajoute qu'elle espère que le président 'sera en mesure de remplir la mission si importante que l'histoire lui a confiée car c'est la seule chose qui donnera au prochain président ou présidente la légitimité nécessaire pour s'acquitter de ses responsabilités'.

L'affirmation implique l'annonce tacite qu'elle n'acceptera pas la légitimité de Castillo sans un audit, que les avocats du vainqueur et divers juristes considèrent comme non viable.

Fujimori prétend une enquête sur de prétendues irrégularités qu'elle n'a pas pu prouver et confirmer une fraude, de sorte que ses demandes de nullité des procès-verbaux ont été rejetées par tous les tribunaux électoraux, dont les verdicts ont commencé à être ratifiés par le Jury national des élections (JNE).

Le juriste Edison Tito, de l'équipe de l'éventuel gouvernement de Castillo, a déclaré que la prétention fujimoriste est impossible et Sagasti est incapable de l'accepter parce que la Constitution stipule que le chef de l'Etat a l'obligation de respecter et de faire respecter les décisions du JNE.

L'avocat de Castillo dans la justice électorale, Aníbal Torres, a ajouté que la loi ne permet pas au président d'intervenir dans le processus électoral et encore moins pour 'satisfaire un caprice de Fujimori', qui a également refusé d'admettre sa défaite face à Pedro Kuczynski en 2016 et ne cherche qu'à retarder la proclamation du vainqueur.

L'ancien chef du Bureau national des processus électoraux (ONPE) Fernando Tuesta a convenu que Sagasti ne pouvait pas ignorer le travail des organismes électoraux et de l'Organisation des États américains (OEA). Mais pour accepter l'audit, il aurait à désavouer le rapport de sa mission d'observation qui a avalisé la justesse du vote et la compétence de la JNE, a-t-il ajouté.

L'ancienne députée Rosa Bartra, jusqu'à récemment fujimoriste, a averti qu'il est interdit à Sagasti d'interférer dans le processus électoral en demandant un audit international, parce qu'il risquerait d'être destitué.

Source Prensa latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/262138-la-candidate-vaincue-au-second-tour-presente-une-demande-controversee-daudit-au-perou>



Radio Habana Cuba